



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

Service de la fonction financière et comptable de l'Etat

## Situation Mensuelle de l'Etat



Août 2022





<b>Synthèse.....</b>	<b>2</b>
Faits marquants .....	2
Chiffres clés.....	4
<b>Solde d'exécution budgétaire .....</b>	<b>5</b>
<b>Dépenses.....</b>	<b>6</b>
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme .....	7
<b>Recettes .....</b>	<b>10</b>
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé) .....	10
Recettes non fiscales du budget général.....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours.....	14
<b>Opérations des comptes spéciaux .....</b>	<b>15</b>
<b>Données patrimoniales.....</b>	<b>16</b>
Correspondants du Trésor et personnes habilitées .....	16
Dette financière de l'Etat .....	17
<b>Notes méthodologiques.....</b>	<b>18</b>



## Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -149,896 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin août 2022 s'élève à -149,896 Md€ contre -178,002 Md€ à fin août 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (+28,106 Md€) s'explique par une

baisse des dépenses nettes de 5,097 Md€, une hausse des recettes nettes de 27,543 Md€ et une variation négative du solde des comptes spéciaux de 4,534 Md€.

## Dépenses du budget général (nettes de R&D) : 287,947 Md€

*Les principales dépenses du mois (en CP)*

► **Mission Enseignement scolaire** : 6,200 Md€, essentiellement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,906 Md€), du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (2,076 Md€) et du programme « Enseignement privé du premier et du second degrés » (0,634 Md€) ;

► **Mission Défense** : 3,971 Md€, essentiellement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (1,936 Md€), du programme « Préparation et emploi des forces » (1,007 Md€) et du programme « Équipement des forces » (0,848 Md€) ;

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 3,645 Md€, principalement au titre du programme « Energie, climat et après-mines » (1,205 Md€), du programme « Infrastructures et services de transports » (1,152 Md€) et du programme « Service public de l'énergie » (0,788 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin août 2022 s'élèvent à 287,947 Md€ contre 293,044 Md€ à fin août 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (-5,097 Md€) résulte essentiellement de la baisse des dépenses d'intervention à hauteur de -21,495 Md€ (montant essentiellement lié à la mission « Plan d'urgence face à la crise sanitaire » pour -26,737 Md€ et à la mission « Plan de relance » pour -5,431 Md€, ainsi qu'à la mission « Ecologie, développement et mobilité durables » pour

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,124 Md€, essentiellement au titre du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,075 Md€) et du programme « Handicap et dépendance » (1,003 Md€) ;

► **Mission Cohésion des territoires** : 2,027 Md€, essentiellement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (1,635 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 1,819 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (0,956 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,812 Md€).

+7,454 Md€) et de la hausse des charges de la dette pour +12,990 Md€ (montant essentiellement lié à la mission « Engagements financiers de l'Etat » pour +12,947 Md€), des dépenses de fonctionnement pour +1,291 Md€ (écart essentiellement lié à la mission « Engagements financiers de l'Etat » pour +1,899 Md€ et à la mission « Défense » pour +0,976 Md€, ainsi qu'à la mission « Aide publique au développement » pour -1,228 Md€) et des dépenses de personnel pour +1,953 Md€ (hausse prévue en lois de finances).

## Recettes du budget général (nettes de R&D) : 163,429 Md€

*Les principales recettes du mois*

► **TVA nette** : 6,499 Md€ ;

► **IR net** : 4,951 Md€ ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 2,428 Md€, dont 1,055 Md€ de taxe d'habitation sur les résidences principales et 0,775 Md€ de prélèvements de solidarité ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 2,407 Md€, dont 1,469 Md€ de droits de mutation à titre gratuit ;

► **TICPE nette** : 1,694 Md€ ;

► **Fonds de concours** : 0,614 Md€

► **IS net** : -0,793 Md€ (montant essentiellement lié à des R&D à hauteur de 1,298 Md€) ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -2,206 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -3,479 Md€, dont -2,025 Md€ au titre de la DGF et -0,658 Md€ au titre du FCTVA.



## Recettes fiscales (nettes de R&D) : 189,161 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin août 2022 s'élèvent à 189,161 Md€ contre 162,791 Md€ à fin août 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (+26,370 Md€) s'explique essentiellement par des augmentations de

recettes d'IS net pour 16,097 Md€, ainsi que de TVA nette pour 7,310 Md€ et d'IR net pour 3,288 Md€ (hausse prévues en lois de finances).

## Recettes non fiscales : 17,746 Md€

Les recettes non fiscales à fin août 2022 s'élèvent à 17,746 Md€ contre 14,109 Md€ à fin août 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (+3,637 Md€) s'explique

essentiellement par le versement de l'UE à hauteur de 7,400 Md€ pour cofinancer une partie des dépenses engagées par la France au titre du plan de relance.

## Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -47,283 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin août 2022 s'élèvent à -47,283 Md€ contre -45,376 Md€ à fin août 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (-1,907 Md€) s'explique par des

augmentations de PSR au profit des collectivités territoriales à hauteur de 0,959 Md€ et au profit de l'Union européenne à hauteur de 0,948 Md€.

## Fonds de concours : 3,804 Md€

Les fonds de concours à fin août 2022 s'élèvent à 3,804 Md€ contre 4,363 Md€ à fin août 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (-0,559 Md€) s'explique

essentiellement par la contribution, en 2021, des partenaires sociaux au plan d'investissement dans les compétences.

## Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -25,378 Md€

*Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)*

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 9,221 Md€ et des recettes pour 5,191 Md€ (dont 2,793 Md€ au titre de la TVA affectée suite à la réforme 2021 de la fiscalité locale, ainsi que des recettes de TF pour 1,409 Md€, essentiellement en raison de la mensualisation).

► Le compte « **Avances à l'audiovisuel public** » enregistre des recettes pour -0,876 Md€ (montant lié au report des encaissements de mensualisation vers la TH suite à la réforme de la contribution à l'audiovisuel public).

Le solde des comptes spéciaux à fin août 2022 s'élève à -25,378 Md€ contre -20,844 Md€ à fin août 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (-4,534 Md€) s'explique essentiellement par une diminution du solde des

comptes de concours financiers de -3,504 Md€ (dont le compte « Avances aux collectivités territoriales » pour -2,885 Md€, essentiellement en raison d'une hausse des dépenses prévue en lois de finances).

## Dettes financières de l'Etat au 31 août : 2 256,976 Md€

La dette financière est en augmentation de 84,167 Md€ depuis le début de l'année 2022.

Les principaux flux nets concernent les titres négociables (hausse des OAT de +88,090 Md€ et

baisse des BTF à hauteur de -10,827 Md€), ainsi que les dettes financières et autres emprunts (hausse de +6,904 Md€, essentiellement en raison de la reprise de la dette SNCF pour 10,000 Md€).



	Mois	Cumul à fin août		Renvoi Page	
	Août	2022	2021 retraité		2021 exécuté
unité : million d'€.					
<b>DONNEES BUDGETAIRES</b>					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-18 681	-149 896	-178 002	-178 045	5
Dépenses du budget général (nettes de R&D)	26 534	287 947	293 044	292 819	6
Recettes du budget général (nettes de R&D)	12 121	163 429	135 886	135 618	10
Principales recettes fiscales (nettes de R&D)					
- IR	4 951	43 878	40 590	40 590	
- IS *	-793	29 722	13 625	13 625	
- TVA	6 499	70 374	63 064	63 050	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-4 269	-25 378	-20 844	-20 844	15
<b>DONNEES PATRIMONIALES</b>					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées		179 724			16
Dettes financières de l'Etat		2 256 976			17

\* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés  
et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés



	Mois	Cumul à fin août		
	Août	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Dépenses nettes du budget général</b>				
Dotations des pouvoirs publics	0	1 048	994	994
Dépenses de personnel	11 760	91 986	90 033	90 115
Dépenses de fonctionnement	3 244	45 720	44 429	44 369
Charges de la dette de l'Etat	141	39 523	26 533	26 533
Dépenses d'investissement	1 001	11 546	11 211	11 211
Dépenses d'intervention	10 317	96 591	118 086	117 834
Dépenses d'opérations financières	71	1 534	1 759	1 763
<b>Total des dépenses (nettes de R&amp;D) (I)</b>	<b>26 534</b>	<b>287 947</b>	<b>293 044</b>	<b>292 819</b>
<b>Recettes nettes du budget général</b>				
Recettes fiscales	16 692	189 161	162 791	162 521
Recettes non fiscales	501	17 746	14 109	14 109
Prélèvements sur recettes	-5 685	-47 283	-45 376	-45 374
Fonds de concours	614	3 804	4 363	4 363
<b>Total des recettes (nettes de R&amp;D) (II)</b>	<b>12 121</b>	<b>163 429</b>	<b>135 886</b>	<b>135 618</b>
<b>Total des recettes (nettes de R&amp;D, hors prélèvements sur recettes)</b>	<b>17 807</b>	<b>210 712</b>	<b>181 262</b>	<b>180 992</b>
<b>SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)</b>	<b>-14 412</b>	<b>-124 518</b>	<b>-157 158</b>	<b>-157 200</b>
<b>Comptes spéciaux</b>				
Solde des comptes d'affectation spéciale	611	598	1 247	1 247
Solde des comptes de concours financiers	-4 887	-26 083	-22 579	-22 579
Solde des comptes de commerce	-49	32	420	420
Solde des comptes d'opérations monétaires	57	-1 033	1 324	1 324
<b>SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)</b>	<b>-4 269</b>	<b>-25 378</b>	<b>-20 844</b>	<b>-20 844</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)</b>	<b>-18 681</b>	<b>-149 896</b>	<b>-178 002</b>	<b>-178 045</b>



unité : million d'€.	Mois	Cumul à fin août		
	Août	2022	2021 retraité	2021 exécuté
<b>TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL</b>	<b>11 760</b>	<b>91 986</b>	<b>90 033</b>	<b>90 115</b>
Rémunérations d'activité	6 800	53 175	51 920	51 952
Cotisations et contributions sociales	4 892	38 075	37 585	37 635
Prestations sociales et allocations diverses	68	736	528	528
<b>AUTRES TITRES</b>	<b>14 774</b>	<b>195 961</b>	<b>203 012</b>	<b>202 704</b>
<b>Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics</b>	<b>0</b>	<b>1 048</b>	<b>994</b>	<b>994</b>
<b>Titre 3 - Dépenses de fonctionnement</b>	<b>3 244</b>	<b>45 720</b>	<b>44 429</b>	<b>44 369</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 462	23 367	21 182	21 183
Subventions pour charges de service public	781	22 352	23 247	23 186
<b>Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat</b>	<b>141</b>	<b>39 523</b>	<b>26 533</b>	<b>26 533</b>
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	141	39 523	26 533	26 533
<b>Titre 5 - Dépenses d'investissement</b>	<b>1 001</b>	<b>11 546</b>	<b>11 211</b>	<b>11 211</b>
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	740	8 723	8 606	8 606
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	262	2 823	2 605	2 605
<b>Titre 6 - Dépenses d'intervention</b>	<b>10 317</b>	<b>96 591</b>	<b>118 086</b>	<b>117 834</b>
Transferts aux ménages	4 102	39 206	39 615	39 236
Transferts aux entreprises	3 464	29 722	53 518	53 617
Transferts aux collectivités territoriales	455	7 818	7 269	7 283
Transferts aux autres collectivités	2 200	19 150	17 574	17 588
Appels en garantie	97	696	109	109
<b>Titre 7 - Dépenses d'opérations financières</b>	<b>71</b>	<b>1 534</b>	<b>1 759</b>	<b>1 763</b>
Prêts et avances	0	39	219	223
Dotations en fonds propres	71	732	815	815
Dépenses de participations financières	0	762	725	725
<b>TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>26 534</b>	<b>287 947</b>	<b>293 044</b>	<b>292 819</b>





	Mois d'août		Cumul à fin août 2022		Cumul à fin août 2021 retraité	Cumul à fin août 2021 consommé
	AE	CP	AE	CP	CP	CP
	consommées	consommés	consommées	consommés	consommés	consommés
<b>ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT</b>	<b>146</b>	<b>215</b>	<b>2 345</b>	<b>2 136</b>	<b>1 927</b>	<b>1 914</b>
Action de la France en Europe et dans le monde	108	106	1 438	1 360	1 202	1 203
Diplomatie culturelle et d'influence	12	79	659	532	491	491
Français à l'étranger et affaires consulaires	26	30	249	244	234	221
<b>ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT</b>	<b>432</b>	<b>435</b>	<b>3 050</b>	<b>2 968</b>	<b>2 637</b>	<b>2 638</b>
Administration territoriale de l'Etat	204	196	1 598	1 575	1 445	1 449
Vie politique <sup>(1)</sup>	116	124	365	354	209	220
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	113	115	1 087	1 039	982	969
<b>AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES</b>	<b>268</b>	<b>162</b>	<b>2 120</b>	<b>1 912</b>	<b>1 654</b>	<b>1 656</b>
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture	180	67	1 263	1 082	905	905
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	41	47	465	449	363	364
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	46	48	392	381	386	386
<b>AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT</b>	<b>227</b>	<b>473</b>	<b>4 505</b>	<b>3 820</b>	<b>4 254</b>	<b>4 254</b>
Aide économique et financière au développement	5	365	2 105	1 424	1 108	1 108
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement	0	0	190	190	1 420	1 420
Solidarité à l'égard des pays en développement	222	108	2 211	2 206	1 726	1 726
Restitution des "biens mal acquis" <sup>(2)</sup>	0	0	0	0	0	0
<b>ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION</b>	<b>4</b>	<b>48</b>	<b>1 452</b>	<b>1 408</b>	<b>1 569</b>	<b>1 569</b>
Liens entre la Nation et son armée <sup>(3)</sup>	0	0	0	0	17	17
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation <sup>(1)</sup>	4	48	1 375	1 331	1 469	1 469
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	0	78	78	83	83
<b>COHESION DES TERRITOIRES</b>	<b>367</b>	<b>2 027</b>	<b>16 347</b>	<b>13 150</b>	<b>12 432</b>	<b>12 448</b>
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	288	279	1 990	1 527	1 454	1 476
Aide à l'accès au logement	1	1 635	13 006	10 575	10 091	10 091
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	22	44	581	510	403	404
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	19	22	221	169	135	130
Politique de la ville	35	45	342	318	306	306
Interventions territoriales de l'Etat	2	2	207	51	43	41
<b>CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT</b>	<b>175</b>	<b>54</b>	<b>594</b>	<b>482</b>	<b>469</b>	<b>469</b>
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	157	34	397	286	284	284
Conseil économique, social et environnemental	0	0	46	46	42	42
Cour des comptes et autres juridictions financières	18	19	151	149	142	142
Haut Conseil des finances publiques	0	0	1	1	0	0
<b>CREDITS NON REPARTIS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0	0
<b>CULTURE</b>	<b>141</b>	<b>213</b>	<b>2 722</b>	<b>2 254</b>	<b>2 172</b>	<b>2 175</b>
Patrimoines	43	90	851	626	782	780
Création	15	25	771	668	617	613
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	21	34	584	459	300	307
Soutien aux politiques du ministère de la culture	62	63	516	502	473	476
<b>DEFENSE</b>	<b>3 246</b>	<b>3 971</b>	<b>36 746</b>	<b>35 259</b>	<b>34 469</b>	<b>34 469</b>
Environnement et prospective de la politique de défense	49	180	1 143	1 347	1 158	1 158
Préparation et emploi des forces	644	1 007	8 008	7 910	7 342	7 341
Soutien de la politique de la défense	1 962	1 936	18 085	15 263	15 256	15 255
Equipement des forces	591	848	9 510	10 739	10 714	10 715
<b>DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT</b>	<b>50</b>	<b>71</b>	<b>592</b>	<b>589</b>	<b>512</b>	<b>504</b>
Coordination du travail gouvernemental	44	55	440	432	433	432
Protection des droits et libertés	5	6	89	81	78	71
Présidence française du Conseil de l'Union européenne en 2022	1	10	62	77	0	0
<b>ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES</b>	<b>2 526</b>	<b>3 645</b>	<b>27 170</b>	<b>24 023</b>	<b>16 509</b>	<b>16 510</b>
Infrastructures et services de transports	955	1 152	8 718	6 043	5 259	5 259
Affaires maritimes	19	33	162	134	92	93
Paysages, eau et biodiversité	11	24	180	161	154	152
Expertise, information géographique et météorologie	1	1	424	422	430	430
Prévention des risques	33	185	790	678	591	591
Energie, climat et après-mines	1 057	1 205	4 150	3 995	1 552	1 552
Service public de l'énergie	200	788	10 355	10 192	6 090	6 090
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	215	223	1 957	1 963	1 948	1 950
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat	35	35	435	435	392	392



	Mois d'août		Cumul à fin août 2022		Cumul à fin août 2021	Cumul à fin août 2021
	unité : million d'€.				retraité	consommé
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés	CP consommés
<b>ECONOMIE</b>	<b>265</b>	<b>92</b>	<b>3 711</b>	<b>3 622</b>	<b>2 625</b>	<b>2 627</b>
Développement des entreprises et régulations	217	44	1 347	1 051	851	853
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	200	150	150
Statistiques et études économiques	33	34	294	300	272	272
Stratégies économiques	14	15	323	323	351	351
Financement des opérations patrimoniales envisagées en 2021 et en 2022 sur le compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat" <sup>(1)</sup>	0	0	1 748	1 748	1 000	1 000
<b>ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT</b>	<b>203</b>	<b>203</b>	<b>204 914</b>	<b>41 879</b>	<b>26 457</b>	<b>26 457</b>
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	106	106	39 088	39 088	26 141	26 141
Appels en garantie de l'Etat	98	97	785	785	183	183
Epargne	0	0	41	41	52	52
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	80	80	80
Amortissement de la dette de l'Etat liée à la Covid-19 <sup>(2)</sup>	0	0	165 000	1 885	0	0
<b>ENSEIGNEMENT SCOLAIRE</b>	<b>6 185</b>	<b>6 200</b>	<b>52 818</b>	<b>52 640</b>	<b>51 244</b>	<b>51 243</b>
Enseignement scolaire public du premier degré	2 074	2 076	16 167	16 165	15 719	15 719
Enseignement scolaire public du second degré	2 903	2 906	23 200	23 195	22 698	22 701
Vie de l'élève	278	281	5 074	5 028	4 697	4 697
Enseignement privé du premier et du second degrés	630	634	5 542	5 531	5 411	5 411
Soutien de la politique de l'éducation nationale	202	204	1 805	1 688	1 737	1 738
Enseignement technique agricole	97	98	1 031	1 033	982	977
<b>GESTION DES FINANCES PUBLIQUES</b>	<b>782</b>	<b>828</b>	<b>6 687</b>	<b>6 557</b>	<b>6 536</b>	<b>6 585</b>
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	607	634	5 053	4 966	4 965	4 959
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	50	63	587	559	559	606
Facilitation et sécurisation des échanges	124	131	1 047	1 031	1 012	1 021
<b>IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION</b>	<b>153</b>	<b>177</b>	<b>1 475</b>	<b>1 283</b>	<b>1 087</b>	<b>1 087</b>
Immigration et asile	70	88	1 152	982	829	829
Intégration et accès à la nationalité française	84	89	323	301	258	258
<b>INVESTIR POUR LA FRANCE DE 2030 <sup>(1)</sup></b>	<b>14</b>	<b>54</b>	<b>16 144</b>	<b>2 898</b>	<b>2 483</b>	<b>2 477</b>
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	0	0	195	210	210
Valorisation de la recherche	0	0	0	441	529	529
Accélération de la modernisation des entreprises	0	50	50	383	622	622
Financement des investissements stratégiques	14	4	14 574	1 414	750	750
Financement structurel des écosystèmes d'innovation	0	0	1 520	465	372	366
<b>JUSTICE</b>	<b>867</b>	<b>826</b>	<b>9 214</b>	<b>6 922</b>	<b>6 422</b>	<b>6 422</b>
Justice judiciaire	289	323	2 692	2 612	2 478	2 478
Administration pénitentiaire	447	360	4 934	2 865	2 592	2 593
Protection judiciaire de la jeunesse	70	81	683	615	580	581
Accès au droit et à la justice	2	4	471	469	427	427
Conduite et pilotage de la politique de la justice	59	57	431	359	343	340
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	3	2	3	3
<b>MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>457</b>	<b>356</b>	<b>379</b>	<b>381</b>
Presse et médias	1	3	163	166	168	168
Livre et industries culturelles	1	1	293	189	211	213
<b>OUTRE-MER</b>	<b>98</b>	<b>90</b>	<b>2 038</b>	<b>1 551</b>	<b>1 617</b>	<b>1 618</b>
Emploi outre-mer	22	24	1 483	1 176	1 279	1 279
Conditions de vie outre-mer	76	66	555	374	339	339
<b>PLAN DE RELANCE</b>	<b>838</b>	<b>713</b>	<b>3 453</b>	<b>6 328</b>	<b>11 944</b>	<b>11 944</b>
Écologie	391	251	1 738	2 667	2 108	2 108
Compétitivité	84	98	770	1 253	1 886	1 886
Cohésion	364	365	945	2 408	7 950	7 950
<b>PLAN D'URGENCE FACE A LA CRISE SANITAIRE</b>	<b>-14</b>	<b>-18</b>	<b>1 933</b>	<b>1 957</b>	<b>29 468</b>	<b>29 468</b>
Prise en charge du chômage partiel et financement des aides d'urgence aux employeurs et aux actifs précaires à la suite de la crise sanitaire	0	0	95	100	2 390	2 390
Fonds de solidarité pour les entreprises à la suite de la crise sanitaire	-22	-22	1 726	1 740	23 687	23 687
Renforcement exceptionnel des participations financières de l'Etat dans le cadre de la crise sanitaire	0	0	78	78	622	622
Compensation à la sécurité sociale des allègements de prélèvements pour les entreprises les plus touchées par la crise sanitaire	0	0	0	0	2 500	2 500
Matériels sanitaires pour faire face à la crise de la Covid-19	8	4	34	38	268	268
<b>POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 048</b>	<b>1 048</b>	<b>994</b>	<b>994</b>
Présidence de la République	0	0	105	105	105	105
Assemblée nationale	0	0	552	552	518	518
Sénat	0	0	339	339	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	34	34
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	16	16	12	12
Haute Cour	0	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1	1



	Mois d'août		Cumul à fin août 2022		Cumul à fin août 2021 retraité	Cumul à fin août 2021 consommé
	AE	CP	AE	CP	CP	CP
	consommées	consommés	consommées	consommés	consommés	consommés
unité : million d'€.						
<b>RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>	<b>217</b>	<b>434</b>	<b>27 550</b>	<b>20 999</b>	<b>21 419</b>	<b>21 426</b>
Formations supérieures et recherche universitaire	69	69	13 746	11 815	11 509	11 504
Vie étudiante	9	95	2 434	1 867	1 917	1 917
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	22	189	7 341	3 960	4 695	4 687
Recherche spatiale	0	0	1 583	1 176	1 137	1 157
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	16	39	1 526	1 517	1 481	1 481
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	76	14	683	441	434	434
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	0	0	0	0
Enseignement supérieur et recherche agricoles	24	27	236	224	247	246
<b>REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE</b>	<b>0</b>	<b>574</b>	<b>5 559</b>	<b>4 522</b>	<b>4 535</b>	<b>4 535</b>
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	0	350	3 794	3 086	3 066	3 066
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	132	735	601	607	607
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	92	1 029	835	862	862
<b>RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>178</b>	<b>211</b>	<b>3 701</b>	<b>2 992</b>	<b>2 829</b>	<b>2 833</b>
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	175	209	3 567	2 845	2 685	2 689
Concours spécifiques et administration	3	2	135	147	144	144
<b>REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS</b>	<b>11 624</b>	<b>11 597</b>	<b>94 343</b>	<b>94 321</b>	<b>95 186</b>	<b>95 186</b>
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	11 263	11 236	91 205	91 183	90 706	90 706
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	360	360	3 138	3 138	4 480	4 480
<b>SANTE</b>	<b>9</b>	<b>18</b>	<b>1 357</b>	<b>1 121</b>	<b>1 038</b>	<b>1 038</b>
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	9	18	314	272	241	241
Protection maladie	0	0	1 043	850	797	798
Carte vitale biométrique <sup>(4)</sup>	0	0	0	0	0	0
<b>SECURITES</b>	<b>1 865</b>	<b>1 819</b>	<b>15 020</b>	<b>14 367</b>	<b>13 834</b>	<b>13 834</b>
Police nationale	934	956	7 715	7 619	7 249	7 249
Gendarmerie nationale	855	812	6 721	6 312	6 119	6 119
Sécurité et éducation routières	4	4	35	22	19	19
Sécurité civile	71	48	549	414	446	446
<b>SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES</b>	<b>122</b>	<b>2 124</b>	<b>26 782</b>	<b>19 314</b>	<b>19 065</b>	<b>18 628</b>
Inclusion sociale et protection des personnes	85	1 075	12 346	9 508	9 429	8 985
Handicap et dépendance	0	1 003	13 165	8 722	8 775	8 776
Egalité entre les femmes et les hommes	3	6	24	24	22	22
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	33	40	1 047	861	839	846
Prise en charge par l'Etat du financement de l'indemnité inflation	0	0	200	200	0	0
<b>SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE</b>	<b>26</b>	<b>43</b>	<b>1 161</b>	<b>998</b>	<b>906</b>	<b>906</b>
Sport	10	15	379	359	396	395
Jeunesse et vie associative	16	28	638	440	361	362
Jeux olympiques et paralympiques 2024	0	0	144	200	149	149
<b>TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES</b>	<b>37</b>	<b>56</b>	<b>439</b>	<b>408</b>	<b>295</b>	<b>249</b>
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants	7	21	109	131	44	44
Transformation publique <sup>(1)</sup>	22	21	84	97	90	80
Fonds d'accompagnement interministériel Ressources humaines <sup>(3)</sup>	0	0	0	0	0	0
Innovation et transformation numériques	1	1	4	4	7	7
Fonction publique	4	10	217	151	129	117
Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques <sup>(2)</sup>	3	3	24	24	25	0
<b>TRAVAIL ET EMPLOI</b>	<b>802</b>	<b>772</b>	<b>11 775</b>	<b>8 186</b>	<b>9 266</b>	<b>9 462</b>
Accès et retour à l'emploi	503	546	5 196	4 760	4 368	4 382
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	239	167	6 094	2 928	4 383	4 573
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	2	4	45	64	68	68
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	59	55	441	434	446	438
<b>TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>31 854</b>	<b>38 131</b>	<b>589 223</b>	<b>382 268</b>	<b>388 230</b>	<b>388 005</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>20 230</b>	<b>26 534</b>	<b>494 880</b>	<b>287 947</b>	<b>293 044</b>	<b>292 819</b>

<sup>(1)</sup> Modification de libellé en LFI 2022

<sup>(2)</sup> Création en LFI 2022

<sup>(3)</sup> Suppression en LFI 2022

<sup>(4)</sup> Création en LFR du 16/08/2022



	Mois	Cumul à fin août			
		Août	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.					
<b>Impôt sur le Revenu (A)</b>	<b>7 824</b>	<b>62 706</b>	<b>58 086</b>	<b>58 086</b>	
<b>Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)</b>	<b>195</b>	<b>1 357</b>	<b>1 305</b>	<b>1 277</b>	
<b>Impôt sur les sociétés (C)</b>	<b>510</b>	<b>50 064</b>	<b>37 812</b>	<b>37 812</b>	
Impôt sur les sociétés	505	48 815	36 912	36 912	
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	5	1 000	621	621	
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	249	279	279	
<b>Autres impôts directs et taxes assimilées (D)</b>	<b>2 428</b>	<b>13 729</b>	<b>14 819</b>	<b>14 786</b>	
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	77	722	738	738	
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	392	3 339	3 460	3 460	
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0	
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	610	610	
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0	
Impôt sur la fortune immobilière	29	423	443	443	
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	3	0	0	
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	99	74	74	
Taxe sur les salaires	0	0	0	0	
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	1	3	3	
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	2	23	15	15	
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	1	21	19	19	
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	5	76	63	63	
Contribution des institutions financières	0	0	0	0	
Taxe sur les surfaces commerciales	2	197	186	186	
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	1	1	
Prélèvements de solidarité	775	5 799	5 130	5 130	
Taxe sur les services numériques	0	359	223	223	
Taxe d'habitation sur les résidences principales	1 055	1 984	2 428	2 428	
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat)	10	112	929	929	
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	1	1	1	
Recettes diverses	79	569	496	463	
<b>Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)</b>	<b>1 888</b>	<b>12 806</b>	<b>13 236</b>	<b>13 080</b>	
<b>Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)</b>	<b>13 037</b>	<b>117 330</b>	<b>106 380</b>	<b>106 366</b>	
<b>Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)</b>	<b>2 407</b>	<b>25 491</b>	<b>26 340</b>	<b>26 301</b>	
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	41	531	347	347	
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	11	140	115	115	
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0	
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	9	48	73	33	



	Mois	Cumul à fin août		
	Août	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	262	2 064	2 476	2 476
Mutations à titre gratuit par décès	1 207	9 674	9 371	9 371
Contribution de sécurité immobilière	79	611	584	584
Autres conventions et actes civils	32	313	281	281
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	49	394	411	411
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	24	286	247	247
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	8	99	136	136
Timbre unique	4	223	129	129
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules	44	373	400	400
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	63	5 136	7 094	7 094
Autres droits et recettes accessoires	0	3	4	4
Amendes et confiscations	3	29	29	29
Taxe générale sur les activités polluantes	3	98	39	39
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	2	45	30	30
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	0	157	11	11
Autres droits et recettes à différents titres	0	0	0	0
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	0	0	0	0
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	33	34	34
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	17	17	17
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	560	560	560
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	24	25	25
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	258	1 762	1 615	1 615
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	87	548	173	173
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	29	247	244	244
Prélèvement sur les paris sportifs	47	497	578	578
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	7	65	68	68
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	73	1 039	800	800
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Autres taxes	61	474	448	448
<b>TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)</b>	<b>28 289</b>	<b>283 482</b>	<b>257 977</b>	<b>257 707</b>
<b>TOTAL GENERAL (net de R&amp;D)</b>	<b>16 692</b>	<b>189 161</b>	<b>162 791</b>	<b>162 521</b>



	Mois	Cumul à fin août		
	Août	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Dividendes et recettes assimilées (A)</b>	<b>0</b>	<b>4 165</b>	<b>3 386</b>	<b>3 386</b>
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	1 764	2 089	2 089
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéfiques des établissements publics non financiers	0	1 283	607	607
Autres dividendes et recettes assimilées	0	1 118	690	690
<b>Produits du domaine de l'Etat (B)</b>	<b>40</b>	<b>550</b>	<b>562</b>	<b>562</b>
Revenus du domaine public non militaire	12	198	144	144
Autres revenus du domaine public	0	2	2	2
Revenus du domaine privé	4	192	182	182
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	23	157	233	233
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	0	0	0
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	1	1	1
<b>Produits de la vente de biens et services (C)</b>	<b>265</b>	<b>1 898</b>	<b>1 469</b>	<b>1 469</b>
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	64	356	241	241
Autres frais d'assiette et de recouvrement	93	745	705	705
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	27	3	3
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	3	2	2
Autres recettes diverses	107	767	517	517
<b>Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)</b>	<b>27</b>	<b>393</b>	<b>292</b>	<b>292</b>
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	9	31	22	22
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	1	5	1	1
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	2	3	2	2
Intérêts des autres prêts et avances	9	271	160	160
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	5	59	82	82
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	6	13	13
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	1	17	11	11



	Mois		Cumul à fin août	
	Août	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)</b>	<b>83</b>	<b>1 704</b>	<b>1 064</b>	<b>1 064</b>
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	18	410	357	357
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	4	238	155	155
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	1	5	10	10
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	60	983	481	481
Frais de poursuite	1	8	7	7
Frais de justice et d'instance	1	6	7	7
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	8	1	1
<b>Divers (F)</b>	<b>86</b>	<b>9 037</b>	<b>7 336</b>	<b>7 336</b>
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	348	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	2	508	284	284
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	19	126	22	22
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	9	8	8
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	0	4	3	3
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	5	6	6
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	1	5	4	4
Récupération d'indus	3	19	17	17
Recouvrements après admission en non-valeur	9	89	89	89
Divers versements de l'Union européenne	0	7 400	5 118	5 118
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	1	19	35	35
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	18	20	20
Recettes diverses en provenance de l'étranger	4	4	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	21	224	440	440
Produits divers	1	4	984	984
Autres produits divers	21	254	306	306
<b>TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)</b>	<b>501</b>	<b>17 746</b>	<b>14 109</b>	<b>14 109</b>



	Mois		Cumul à fin août	
	Août	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales</b>	<b>-3 479</b>	<b>-29 777</b>	<b>-28 818</b>	<b>-28 816</b>
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 025	-18 614	-18 663	-18 643
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	-2	-3	-3
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	-8	-8	-8
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-658	-4 495	-2 786	-2 786
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-38	-569	-1 448	-1 448
Dotation élu local	-22	-22	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	0	-35	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	18	0
Dotations départementales d'équipement des collèges	-2	-300	-291	-291
Dotations régionales d'équipement scolaire	-168	-661	-640	-640
Dotations globales de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-239	-1 923	-1 943	-1 943
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-20	-313	-382	-382
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	9	10	-13	-13
Dotations de compensation liées au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-71	-71	-71
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
Dotations de garantie des versements des fonds départementaux de taxe professionnelle	0	-246	-265	-265
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	-27	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	-14	-67	-61	-61
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la Polynésie française	-8	-60	-60	-60
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire	0	284	-102	-102
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels	-286	-2 656	-2 100	-2 100
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO)	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel de compensation aux départements de la revalorisation du revenu de solidarité active <sup>(1)</sup>	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel pour les communes et leurs groupements face à la croissance des prix de l'énergie et de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique <sup>(1)</sup>	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers	0	-1	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation exceptionnelle pour la revalorisation des rémunérations versées aux stagiaires de la formation professionnelle <sup>(1)</sup>	0	0	0	0
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne</b>	<b>-2 206</b>	<b>-17 506</b>	<b>-16 558</b>	<b>-16 558</b>
<b>TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES</b>	<b>-5 685</b>	<b>-47 283</b>	<b>-45 376</b>	<b>-45 374</b>
<b>Fonds de concours</b>				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	594	3 466	4 074	4 074
Fonds de concours - coopération internationale	20	338	288	288
<b>TOTAL FONDS DE CONCOURS</b>	<b>614</b>	<b>3 804</b>	<b>4 363</b>	<b>4 363</b>





	Mois d'août		Cumul à fin août								
	Dépenses	Recettes	Dépenses			Recettes			Soldes		
			2022	2021 retraité	2021 exécuté	2022	2021 retraité	2021 exécuté	2022	2021 retraité	2021 exécuté
	unité : million d'€.										
<b>Comptes d'affectation spéciale</b>	<b>5 026</b>	<b>5 637</b>	<b>47 419</b>	<b>44 766</b>	<b>44 766</b>	<b>48 016</b>	<b>46 013</b>	<b>46 013</b>	<b>598</b>	<b>1 247</b>	<b>1 247</b>
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	65	169	618	484	484	1 189	1 116	1 116	571	632	632
Développement agricole et rural	43	10	74	87	87	129	124	124	55	38	38
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	22	31	198	123	123	251	250	250	53	127	127
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	28	8	182	222	222	174	207	207	-7	-15	-15
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	133	209	209	0	133	133	-133	-77	-77
Participations financières de l'Etat	16	512	6 261	4 180	4 180	5 861	3 914	3 914	-400	-265	-265
Pensions	4 853	4 907	39 953	39 462	39 462	40 412	40 269	40 269	459	807	807
<b>Comptes de concours financiers</b>	<b>9 547</b>	<b>4 660</b>	<b>79 756</b>	<b>77 505</b>	<b>77 505</b>	<b>53 674</b>	<b>54 926</b>	<b>54 926</b>	<b>-26 083</b>	<b>-22 579</b>	<b>-22 579</b>
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	5	298	1 496	2 478	2 478	1 039	813	813	-457	-1 665	-1 665
Avances à l'audiovisuel public	305	-876	2 464	2 479	2 479	472	972	972	-1 992	-1 507	-1 507
Avances aux collectivités territoriales	9 221	5 191	74 284	71 574	71 574	51 222	51 398	51 398	-23 061	-20 176	-20 176
Prêts à des Etats étrangers	0	46	618	343	343	694	1 237	1 237	77	893	893
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	16	0	894	630	630	245	506	506	-649	-124	-124
<b>Comptes de commerce</b>	<b>405</b>	<b>355</b>	<b>44 045</b>	<b>30 751</b>	<b>30 751</b>	<b>44 077</b>	<b>31 171</b>	<b>31 171</b>	<b>32</b>	<b>420</b>	<b>420</b>
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	82	83	661	447	447	594	411	411	-68	-36	-36
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	18	16	130	121	121	125	131	131	-5	10	10
Couverture des risques financiers de l'Etat	5	5	1 699	1 881	1 881	1 699	1 881	1 881	0	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	35	19	375	387	387	481	489	489	106	101	101
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	227	223	40 481	27 572	27 572	40 475	27 640	27 640	-5	68	68
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	0	0	6	2	2	5	6	6	-1	3	3
Opérations commerciales des domaines	5	7	38	33	33	68	65	65	30	32	32
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	1	21	17	17	13	19	19	-8	2	2
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Soutien financier au commerce extérieur	32	2	635	289	289	618	529	529	-18	240	240
<b>Comptes d'opérations monétaires</b>	<b>473</b>	<b>530</b>	<b>2 650</b>	<b>712</b>	<b>712</b>	<b>1 617</b>	<b>2 036</b>	<b>2 036</b>	<b>-1 033</b>	<b>1 324</b>	<b>1 324</b>
Emission des monnaies métalliques	22	86	97	62	62	179	141	141	82	79	79
Opérations avec le Fonds Monétaire International	444	444	2 542	634	634	1 433	1 889	1 889	-1 108	1 255	1 255
Pertes et bénéfices de change	7	0	11	16	16	5	5	5	-7	-11	-11
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX</b>	<b>15 450</b>	<b>11 182</b>	<b>173 870</b>	<b>153 734</b>	<b>153 734</b>	<b>147 384</b>	<b>134 145</b>	<b>134 145</b>	<b>-26 486</b>	<b>-19 589</b>	<b>-19 589</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)</b>	<b>15 006</b>	<b>10 738</b>	<b>171 329</b>	<b>153 100</b>	<b>153 100</b>	<b>145 951</b>	<b>132 256</b>	<b>132 256</b>	<b>-25 378</b>	<b>-20 844</b>	<b>-20 844</b>



		unité : million d'€.	Solde au 31/12/2021	Flux nets de l'année	Solde à fin août 2022
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance		290	-59	230
	<b>Organismes à caractère financier</b>	Caisse des Dépôts et Consignations	17	1	17
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	3 770	427	4 198
		<b>Total organismes à caractère financier</b>	<b>4 077</b>	<b>369</b>	<b>4 445</b>
	<b>CEPL</b>	Régions	5 471	359	5 829
		Départements	10 159	2 653	12 812
		Communes	29 107	-100	29 007
		Etablissements publics de coopération intercommunale	18 991	-392	18 599
		Etablissements sociaux et médico-sociaux	2 366	-250	2 115
		Autres	9 903	-36	9 868
		<b>Total CEPL</b>	<b>75 996</b>	<b>2 233</b>	<b>78 230</b>
		<b>Etablissements publics de santé</b>	<b>8 128</b>	<b>265</b>	<b>8 394</b>
	<b>Etablissements publics nationaux</b>	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	28 089	-6 921	21 168
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	23 988	758	24 746
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	4 771	2 562	7 333
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	2 174	-744	1 430
		<b>Total établissements publics nationaux</b>	<b>59 022</b>	<b>-4 346</b>	<b>54 676</b>
		<b>Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger</b>	<b>10 453</b>	<b>1 951</b>	<b>12 404</b>
		<b>Union européenne</b>	<b>4 042</b>	<b>2 881</b>	<b>6 923</b>
<b>Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>	BPI Groupe financement fonds de garantie	5 800	114	5 913	
	GIP	1 616	440	2 056	
	EPL	2 662	977	3 639	
	Autres correspondants	2 997	-9	2 988	
	Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
	Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	21	-21	0	
	<b>Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>	<b>13 096</b>	<b>1 501</b>	<b>14 596</b>	
	<b>Total Dépôts de fonds du Trésor</b>	<b>174 815</b>	<b>4 853</b>	<b>179 669</b>	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	47	9	56	
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	0	0	
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0	
	<b>Total Comptes à terme</b>	<b>47</b>	<b>9</b>	<b>55</b>	
	<b>Total Passif (A)</b>	<b>174 862</b>	<b>4 862</b>	<b>179 724</b>	
	Créances résultant des placements des deniers pupillaires	0	0	0	
	Découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
	<b>Total Actif (B)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
	<b>SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)</b>	<b>174 861</b>	<b>4 862</b>	<b>179 724</b>	



unité : million d'€.	Solde au 31/12/2021	Flux nets de l'année	Solde à fin août 2022
<b>Titres négociables (A)</b>	<b>2 145 136</b>	<b>77 263</b>	<b>2 222 399</b>
<b>Titres négociables à moyen et long terme</b>	<b>1 989 757</b>	<b>88 090</b>	<b>2 077 847</b>
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 989 757	88 090	2 077 847
<i>dont - taux fixe</i>	1 753 395	89 057	1 842 453
<i>- taux variable</i>	208 430	959	209 389
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont - taux fixe</i>	0	0	0
<i>- taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
<b>Titres négociables à court terme</b>	<b>155 379</b>	<b>-10 827</b>	<b>144 552</b>
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	155 379	-10 827	144 552
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
<b>Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Dettes financières et autres emprunts (C)</b>	<b>27 673</b>	<b>6 904</b>	<b>34 577</b>
<b>TOTAL (A+B+C)</b>	<b>2 172 809</b>	<b>84 167</b>	<b>2 256 976</b>



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1<sup>er</sup> janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2021 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2021 retraité » correspondent aux données exécutées corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2022.

#### **Autorisations d'engagement (AE)**

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

#### **Catégorie**

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

#### **Comptes spéciaux**

##### Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

##### Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

#### **Correspondants du Trésor**

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

#### **Crédits de paiement (CP)**

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

#### **Dettes financières de l'Etat**

La dette financière de l'Etat (page 17) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

#### **Différences d'arrondis**

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

#### **FMI : Fonds Monétaire International**

#### **Fonds de concours**

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

#### **Mission**

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

#### **Prélèvements sur recettes**

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

#### **Programme**

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

#### **R&D : Remboursements et Dégrèvements**

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

#### **Solde budgétaire de l'exercice**

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

#### **Titre**

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat : ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde ; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.